



Désinflation La hausse des prix de consommation a été plus faible qu'attendu.

Décompensation

Zéro impact sur la classe moyenne

On accuse le gouvernement d'empêcher l'épanouissement de la classe moyenne. Une charge qui ne résiste pas au test de l'analyse chiffrée. Détails.

Par Omar Mellah

Face à l'accusation de tuer à petit feu la classe moyenne marocaine, son vivier électoral, le gouvernement peut plaider non coupable. Si la hausse des prix des hydrocarbures et celle future de l'électricité sont de nature à affaiblir cette classe, la réalité des chiffres semble donner tort aux accusateurs. «*Le fait que la croissance soit plus élevée que l'inflation préserve du moins le pouvoir d'achat*», affirme Ayache Khellaf, directeur de la Prévision et de la Perspective au sein du Haut commissariat au plan (HCP). En effet, avec une croissance attendue à 2,5% et une inflation à 1,7%, le gouvernement dispose d'une marge de 0,8% pour mener à bien ses ---

--- réformes d'apparence impopulaires. Pour rappel, la classe moyenne au Maroc représente 53% de la population avec des revenus compris entre 2.800 et 6.736 dirhams par mois, selon la définition du HCP.

Champs de mines

Au lieu de l'image d'un parti qui se tire une balle dans le pied en appauvrissant ses électeurs, le PJD passe plutôt pour un bon joueur, qui a su toucher avec brio à des dossiers considérés jusque-là comme de vrais champs de mines. «S'il faut reconnaître une chose au gouvernement, c'est qu'il a bien su jouer ses cartes», nous confie un leader de l'opposition istiqlalienne. «Tout en enclenchant des hausses de prix successives et en accentuant la pression fiscale à travers la TVA, ils ont contrebalancé avec une hausse du SMIG inattendue et la démocratisation de la bourse universitaire aux différentes couches sociales», explique-t-il non sans admiration. Il faut dire qu'avec la hausse du SMIG dans le secteur public, ce sont d'un coup près de 70.000 fonctionnaires qui voient leurs salaires passer à 3.000 dirhams accédant de facto au statut de classe moyenne. Ce qui n'empêchera pas Driss Lachgar, secrétaire général de l'USFP, de crier à la déroute en affirmant que «le gouvernement Benkirane mène une politique économique qui vise à tuer la classe moyenne marocaine». Peut-être est-il juste «dans son rôle en tant qu'opposition», comme l'estime notre source istiqlalienne. Car, «la vérité est que personne ne dispose d'une

«Sur le volet de la décompensation, le gouvernement a bien su jouer ses cartes»

— Un leader istiqlalien

réponse factuelle», explique-t-elle. Ce qui ouvre naturellement la voie à toutes les spéculations. Des réponses chiffrées devront néanmoins arriver avec la publication des résultats de l'enquête sur la consommation menée par le HCP. Selon le Haut commissaire Ahmed Lahlimi, «la collecte de données pour cette enquête vient d'être bouclée. Leur traitement devrait prendre plusieurs mois».

Le FMI critique

Des résultats que n'attend pas le FMI pour formuler une position franchement critique. «Dans beaucoup de pays, tels que l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc, la part de la classe moyenne dans la richesse sociale est plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'était durant les années 1960 et la position relative de la classe moyenne ne s'est pas améliorée depuis les années 1990, alors même que la croissance pendant au moins une dizaine d'années était nettement supérieure à celle observée aujourd'hui». Les propos sont de Christine Lagarde, DG du FMI, tenus lors de sa visite au Maroc du 7 au 9 mai dernier. Une déclaration qui fait sortir de ses gonds cet économiste du HCP: «C'est absurde. Il n'y a pas de glissement de la classe riche à la classe pauvre. Aucune étude sérieuse n'a été faite pour étayer ces propos». Pourtant, en février 2012, Economie&Entreprises a démontré à travers un dossier intitulé «Les écarts se creusent» que les riches s'enrichissent davantage et que les classes les plus pauvres ne profitent pas autant de la croissance. A cela s'ajoute l'élargissement tendanciel de la couche des vulnérables recrutés eux dans les rangs de la classe moyenne. Et il serait politiquement irresponsable de ne pas voir dans les émeutes et révolutions du printemps arabe un indicateur sur l'écrasement mal vécu des couches moyennes. D'ailleurs, les manifestations du 20 février avaient comme socle des revendications davantage économiques et sociales que politiques. En tout cas, l'impact de



Lagarde a pourtant pointé du doigt l'appauvrissement de la classe moyenne.

la fronde maastrichtienne du gouvernement sur la classe moyenne est une question d'une sensibilité aiguë. Elle l'est tellement que sollicitée par nos soins, la Banque mondiale préfère garder le silence. Une posture pour le moins curieuse si l'on tient compte de la fougue avec laquelle l'institution de Breton Woods pousse les gouvernements à surveiller et à résorber leurs déficits. Chose qui se fait généralement en coupant dans les dépenses à caractère social, au détriment des classes moyennes. Si aujourd'hui, le gouvernement peut compter sur une inflation relâchée et une croissance favorable, la question qui demeure posée est de savoir jusqu'à quelle limite les Marocains accepteront d'avalier sagement la pilule? «Le gouvernement a franchi le Rubicon; il ne peut plus faire marche arrière», analyse un politique. «Maintenant il s'agira de déterminer la ligne rouge des Marocains», poursuit-il en posant une question qui donne froid au dos: «Quelle hausse sera celle de trop?» ■

omellah@sp.ma